

Paris, le 23 octobre 2007

Préfecture : Seine Saint Denis
Commune : PANTIN
Dossier n° : 93 B 28 00261 - A
GIDIC n° : 74 6249

Classements ICPE :*

R. 286 (A) récupération de carcasses et véhicules hors d'usage
↳ AP du 06/07/1990
↳ D. de succession du 28/11/2007

Rapport concernant :

CASSE DIDEROT
Impasse Diderot

Adresse du siège social :
Idem

Effectif : 2

Activité générale du site
Casse automobile

Site en zone inondable
Action Nationale 2007 : VHU
Site inclus dans le programme d'inspection
Site « Seveso » seuil haut
Site « Seveso » seuil bas
Site Bdf / Site IPPC
Site dans un périmètre de maîtrise d'urbanisation
Site dans un périmètre de Boil Over
BASOL

Bordereau du 18/04/2007
Inspections des 27/04/2007 - 06/09/2007

Références :

Rapport du 31/01/2007
Courrier de l'exploitant du 10/04/2007
AP du 06/07/1990 réglementant l'établissement
Article 9 du décret n° 2003-727 du 01/08/2003 relatif à la construction des véhicules et à l'élimination des VHUs
AM du 15/03/2005 relatif à l'agrément des exploitants des installations de stockage, de dépollution de démontage, de découpage ou de broyage des VHUs

Objet du rapport : Demande d'agrément pour une activité de démolisseur de véhicules hors d'usage

I - Rappel de la situation

CASSE DIDEROT exerce une activité de récupération, démontage, dépollution de véhicules hors d'usage et de vente de pièces détachées sur un terrain d'une superficie d'environ 2500 m².

La société emploie 2 personnes et l'exploitation de cette activité classée sous la rubrique R. 286 (A) est régulièrement autorisée par un arrêté préfectoral du 06/07/1990.

Par lettre du 28/11/2006, la société CASSE DIDEROT adressait à M. le Préfet de Seine Saint Denis une demande d'agrément afin d'exercer l'activité de démolisseur de véhicules hors d'usage (VHU) en conformité avec les dispositions de l'article 9 du décret n°20 03-727 du 01/08/2003.

Le dossier présenté était complet au titre de l'article 1^{er} de l'arrêté du 15/03/05 mais avait été jugé non recevable (cf. rapport du 29/01/2007).

Monsieur le Préfet de Seine Saint Denis a demandé à l'exploitant, par lettre du 14/02/2007, de prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter la réglementation, dans un délai de 6 mois, afin de mettre le site en conformité.

II - Lettre de l'exploitant du 10/04/2007

L'exploitant par courrier du 10/04/2007 a présenté les travaux qu'il envisageait d'entreprendre conformément aux exigences aux exigences de la réglementation.

Dès le 29/04/2007 M. TROHEL a été informé :

- que d'une part il devait suspendre tous les travaux de démolition des véhicules hors d'usage, tant que l'agrément n'était pas octroyé,
- que d'autre part le devis joint au courrier reprenait bien les points de non conformité, à savoir la création d'une dalle de béton étanche, la mise en place de bacs de rétention, la pose d'un déshuileur (délai d'exécution 6 mois).

III - Agrément VHU

Au terme du délai de 6 mois, une visite de vérification a été programmée pour le 06/09/2007 d'où il ressort que :

- le dossier de demande d'agrément prévu à l'article 9 du décret du 1^{er} août 2003 susvisé est recevable.
- conformément à l'article 43-2 du décret n°77-1133 du 21/09/1977 modifié, l'agrément doit être accordé par arrêté complémentaire pris en application de l'article 18 dudit décret.

Par ailleurs, l'article 2 de l'arrêté du 15 mars 2005, fixe une série de dispositions que doit respecter le titulaire de l'agrément. Toutes ces dispositions ne figurent pas dans l'arrêté préfectoral du 06/07/1990.

L'article 3 de l'arrêté du 15 mars 2003 précise que doit être joint à l'agrément le cahier des charges figurant à l'annexe I dudit arrêté si l'agrément concerne un démolisseur.

Les travaux réalisés par l'exploitant en juillet et août 2007 permettent la mise à jour de certaines des prescriptions l'arrêté préfectoral du 06/07/1990.

III - Conclusions :

- Le dossier de demande de l'agrément en qualité de démolisseur de VHU mentionné à l'article 9 du décret du 1^{er} août 2003 déposé par la société CASSE DIDEROT le 28/11/2006, est recevable, suite aux travaux réalisés.
- Nous proposons de délivrer cet agrément pour une période de 6 ans par arrêté complémentaire pris en application de l'article 18 du décret n°77-1133 du 21/09/1977, et de soumettre au CODERST le projet d'arrêté complémentaire et le cahier des charges annexé à ce rapport.

L'inspecteur des installations classées
signé

Bobigny, le 17/09/2007

L'inspecteur des installations classées
signé

Le 17/09/2007

Le chef de département chargé de
la Seine Saint Denis
signé

Projet de prescriptions pour un Arrêté préfectoral complémentaire portant agrément des exploitants des installations de dépollution et démontage de véhicules hors d'usage

Agrément n°

Les textes suivants peuvent être cités (liste non exhaustive) :

- * le décret n° 91-732 du 26 juillet 1991 modifié relatif à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie ;
- * le décret n° 2003-727 du 1^{er} août 2003 relatif à la construction des véhicules et à l'élimination des véhicules hors d'usage, notamment ses articles 9 et 11 ;
- * l'arrêté du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés des véhicules hors d'usage ;
- * l'arrêté du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage de véhicules hors d'usage ;
- * l'arrêté préfectoral du 6 juillet 1990 n° 89 055 3, autorisant la Société Périphérique Nord à exploiter une installation de démontage de véhicules hors d'usage,

ainsi que les pièces suivantes :

- * déclaration de succession souscrite le 28 Novembre 2006 par la Société CASSE DIDEROT,
- * demande d'agrément, présentée le 28 Novembre 2006, par la Société CASSE DIDEROT Impasse Diderot, 93500 Pantin, en vue d'effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage,

Considérant que la demande d'agrément présentée le 28 Novembre 2006 par la Sarl CASSE DIDEROT comporte l'ensemble des renseignements mentionnés à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2005 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage.

Article 1

La Sarl CASSE DIDEROT, Impasse Diderot 93500 Pantin est agréée pour effectuer la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage.

Les véhicules hors d'usage réceptionnés sur le site proviennent de la région Ile-de-France et de ses départements limitrophes.

La quantité maximale de véhicules hors d'usage admise sur le site est fixée à 5000 véhicules par an.

L'agrément est délivré pour une durée de 6 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2

La Sarl CASSE DIDEROT est tenue, dans l'activité pour laquelle elle est agréée à l'article 1 du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

Article 3

L'arrêté préfectoral du 06/07/1990 susvisé est modifié conformément aux articles 4 et 5 suivants.

Article 4

Les conditions 7, 8 et 12 sont remplacées par les conditions suivantes :

Condition 7 : Après dépollution et récupération éventuelle d'accessoires, les carcasses des véhicules hors d'usage sont évacuées en tant que de besoin. Leur gerbage est interdit.

Les accessoires démontés sont rangés sur des aires de stockage définies.

Des circulations maintenues constamment accessibles sont aménagées entre les différentes aires de stockage.

Condition 8 : les emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que des véhicules peuvent contenir.

Les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers, sont revêtus de surfaces imperméables avec dispositif de rétention.

Les pièces graisseuses, y compris les pièces destinées à la vente, sont entreposées dans des lieux couverts.

Les batteries et les filtres sont entreposées dans des conteneurs appropriés dotés de dispositifs de rétention et stockés dans des lieux couverts.

Les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, antigels et de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention.

Condition 12 : les eaux pluviales et tout liquide accidentellement répandu sur les emplacements spéciaux visés à la condition 8 sont récupérés et traités par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Ce dispositif sera visité au moins 4 fois par an, entretenu en bon état de fonctionnement et débarrassé aussi souvent que nécessaire des boues et hydrocarbures retenus qui ne devront en aucun cas être rejetés à l'égout mais confiés à une entreprise spécialisée. Il est muni d'un regard placé avant la sortie permettant de vérifier facilement que l'eau à évacuer n'a pas entraîné d'hydrocarbures, la teneur de ceux-ci ne devant pas dépasser 10 mg/l.

Les eaux rejetées dans le réseau public d'assainissement doivent respecter les valeurs limites suivantes:

- pH compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 s'il y a neutralisation alcaline);
- Matières en suspension totales inférieures à 5600 mg/l;
- DCO inférieure à 2000 mg/l;
- Hydrocarbures totaux inférieurs à 10 mg/l;
- Plomb inférieur à 0,5 mg/l;

Article 5

Il est ajouté les conditions 21 et 22 suivantes :

Condition 21 : les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Dans le cadre de la vérification de l'ensemble de l'installation électrique (effectuée au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défectuosités relevées dans son rapport), l'exploitant devra remédier à toute défectuosité dans les délais les plus brefs et conserver une trace écrite de ces mesures correctives.

Conditions 22 : L'inspection des installations classées peut demander à tout moment, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements, mesures et analyses portant notamment sur les effluents liquides ou gazeux, les odeurs, les déchets ou les sols ainsi que le contrôle de la radioactivité et l'exécution de mesures de niveaux sonores et de vibrations, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les installations classées.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Egalité Fraternité

Secrétariat STIIC Téléphone : 01 49 96 35 51 Télécopie : 01 49 96 37 68
@-mél : prefpol.dtpp-sdsp-stiic-secretaire@interieur.gouv.fr

Les contrôles non inopinés sont exécutés aux frais de l'exploitant par un organisme tiers agréé que l'exploitant a choisi à cet effet ou soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées s'il n'est pas agréé. Les résultats des mesures sont transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

Les contrôles inopinés sont exécutés aux frais de l'exploitant par un organisme choisi par l'inspection des installations classées.

L'exploitant est tenu, dans la mesure des possibilités techniques, de mettre à la disposition de l'inspection des installations classées les moyens de mesure ou de test répondant au contrôle envisagé pour apprécier l'application des prescriptions imposées par le présent arrêté.

Article 6

La Sarl CASSE DIDEROT Impasse Diderot à Pantin est tenue d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation son numéro d'agrément et la date de fin de validité de celui-ci.

CAHIER DES CHARGES ANNEXE A L'AGREEMENT N°XXX DU YYYY Y.

1^{er} Dépollution des véhicules hors d'usage .

Afin de réduire toute incidence sur l'environnement, le titulaire est tenu de réaliser les opérations suivantes avant tout autre traitement :

- les batteries et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les composants susceptibles d'exploser sont retirés ou neutralisés ;
- les huiles de carter, les huiles de transmission, les huiles de boîte de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, antigel et de frein, les fluides de circuits d'air conditionné ainsi que tout autre fluide présent en quantité significative sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties concernées ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés dans la mesure du possible ;
- les éléments mentionnés comme devant être démontés dans l'arrêté pris en application du I de l'article R.318-10 du code de la route et qui ont été rendus identifiables à cette fin sont retirés.

2^{me} Opérations visant à favoriser le réemploi, le recyclage et la valorisation.

Le titulaire retire les éléments suivants du véhicule :

- pots catalytiques ;
- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium ;
- pneumatiques et composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableau de bord, récipients de fluides etc.) ;
- verre.

Le titulaire peut mettre en œuvre des conditions alternatives qui assurent au moins un niveau équivalent de protection de l'environnement. Il peut ainsi ne pas retirer ces éléments s'ils sont séparés lors ou à l'issue du broyage ou du découpage dans des conditions qui permettent leur recyclage en tant que matériaux.

Les opérations de stockage sont effectuées en veillant à ne pas endommager les composants et éléments valorisables ou contenant des fluides et les pièces de rechange.

3^{me} Traçabilité .

Le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R.322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction.

Il est tenu de ne remettre les véhicules hors d'usage qu'à un broyeur agréé ou à toute autre installation de valorisation ou d'élimination autorisée à cet effet et assurant un traitement similaire dans un autre Etat, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage s'est effectué dans le respect des dispositions du règlement (CEE) n°259/93 du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la communauté européenne.

Les conditions de transfert entre le démolisseur agréé et le broyeur agréé doivent permettre la traçabilité de ces véhicules.

Le titulaire est tenu de délivrer au broyeur qui prend en charge le véhicule hors d'usage après traitement un exemplaire du récépissé de prise en charge pour destruction.

4^{me} Réemploi .

Le titulaire est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réemploi et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces de réemploi peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L.221-1 du Code de la Consommation.

5^e Dispositions relatives au déchets (si elles ne figurent pas dans déjà dans l'arrêté d'autorisation).

Le titulaire élimine les déchets conformément aux dispositions des titres I^{er} et IV du livre V du code de l'environnement.

6^e Communication d'information.

Le titulaire est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée et à l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, le cas échéant sous forme électronique, la déclaration prévue par l'arrêté du 19 janvier 2005 susvisé:

7^e Contrôle par un organisme tiers.

Le titulaire fait procéder chaque année par un organisme tiers à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions de son arrêté préfectoral et aux dispositions du présent cahier des charges. L'organisme tiers est accrédité pour un des référentiels suivants :

vérification de l'enregistrement dans le cadre du systèmes communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n°761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;

certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS Qualicert

certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le BVQI.

Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.